

# Le COMBAT SYNDICALISTE

CNT AIT

N° 137 - 10 FRANCS

Eté 1994



**MANIF DU SOMPORT : UN CORTEGE CENETISTE IMPRESSIONNANT. INTERNATIONAL : ESPAGNE, BIELORUSSIE. 1944/94 : QUELLE LIBERATION ? CHOMAGE : HALTE AU CHANTAGE A L'EMPLOI. DEBAT.**

≈ N° 20... été 94

## Quelques Adresses...

- **ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS** : • A.I.T., Apartado de Correos 143, 46080 VALENCIA, ESPAÑA
- **CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL** : Pour tout contact sur le plan national : C.N.T.-A.I.T., Bureau Confédéral, Vieille Bourse du Travail, 34 et 42 rue de LALANDE 33000 BORDEAUX
- **UNION REGIONALE MEDITERRANEE** : • C.N.T., B.P. 171, 34203 SETE CEDEX (Secrétariat régional)
- **U. R. CENTRE** : • C.N.T. boîte à lettre N°33, 4 rue d'ARCOLE, 72000 LE MANS (Secrétariat régional)
- **U. R. AQUITAINE** : • C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX (Secrétariat régional)
- **U. R. MIDI-PYRENEES** : • C.N.T., 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE (Secrétariat régional)
- **U. R. : NORMANDIE** : • C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN. (Secrétariat régional)
- **DANS L'EST** : • C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX • **EN BRETAGNE** : • C.N.T., 1 rue PROUDHON, 29200 BREST • C.N.T., B.P. 5067, 35061 RENNES • **EN RHONE-ALPES** : • C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX. • **EN REGION PARISIENNE** : • C.N.T., 5 chemin de la BONDE, 91490 DANNEMOIS • C.N.T.-A.I.T., c/o "LES NOUVELLES LIBERTAIRES", B.P. 427/16, 75769 PARIS CEDEX 16 • **DANS LE NORD** : • C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS

## LE COMBAT SYNDICALISTE

DIRECTEUR : Emile TRAVE

Abonnements :

1 an = 50 Francs

soutien = 100 Francs

Chèques à l'ordre de la CNT

CNT - AIT

11, rue St Vincent de Paul

13004 Marseille

Administration :

CNT-AIT

BP 171 - 34203 Sète cédex

## CAMPING DE LA C.N.T.

• Le quatrième camping de la C.N.T. aura lieu pendant la première semaine d'août 94 à Nontron, en Dordogne. Pour tout renseignement, adressez-vous au syndicat C.N.T. le plus proche ou à l'Union locale de Périgueux : C.N.T., B.P. 16, 24650 CHANCELADE.

## Festival Libertaire à DIJON

• La F.A de Dijon, MALOK@ et TWIST AGAINST organisent le FESTIVAL LIBERTAIRE de DIJON qui se déroulera le vendredi 8 juillet 94 et le dimanche 9, Salle des fêtes, 71 route de Dijon à Longvic (Dijon). Au menu :

- Vendredi 8 juillet : Théâtre avec THEOFIE, concert avec GASPARD, HIATUS, OI POLLOI, P.M.A., CONDENSE.

- Samedi 9 juillet : conférence avec Serge LIVROZET : "Média, Culture & Anarchie", concert avec TRISTAN LEA, PROHIBITION, CUT THE NAVEL STRING, SUPER FRESH BABALI, SCRAPS.

- Pendant les deux jours : stands et débats avec : la C.N.T., le SCALP, les C.A.L., la F.A., l'U.A., la Coordination des sans abris, le Centre d'information et de recherche cannabique et de nombreux autres groupes, associations, éditeurs...

- P.A.F. : une journée 50 F, les deux : 80 F. Renseignements : 80 66 81 49 le samedi p.m.

## UNE SOIREE MOUVEMENTEE

• Caen : Le vendredi 8 avril, Le Pen est venu à Caen pour faire sa retape politique en vu des élections européennes. Une manif de protestation a été appelée par les organisations réformistes. La C.N.T. a participé de manière autonome à cette manif. Cette dernière a rassemblé près de 600 personnes, en majorité des jeunes et s'est déroulée dans une relative tension. En effet, un certain nombre de jeunes étaient venus avec la ferme intention d'en découdre avec l'extrême droite, ou, à défaut, avec la police qui la protégeait. Une

manière comme une autre d'exprimer leur colère face à la recrudescence des provocations et des violences fascistes entre autre sur le Campus universitaire de Caen (°a). Arrivés devant le Palais des Congrès où avait lieu le meeting du Front National, les manifestants se sont heurtés à un dispositif policier relativement étoffé. Une fois de plus, le S.O. des "UNEFs" a été débordé.

Comme en janvier 92, le face à face a très vite dégénéré et des affrontements sporadiques ont eu lieu pendant plus de deux heures. Plusieurs C.R.S. ont été blessés et deux manifestants interpellés, jugés et condamnés à un mois de prison avec sursis.

Un rassemblement de solidarité a eu lieu le jour de leur procès. La C.N.T. était bien entendu présente.

U.I. C.N.T. de Caen

(°a) : destruction des locaux de l'UNEF, agressions physiques contre des militants et des personnes qui, sur le campus avaient arraché leurs affiches par une quinzaine de nervis armés de barres de fer.



## BROCHURES

• Réédition : "DE L'AUTRE RIVE, GERMINAL" de Rudolf ROCKER. Un texte court mais percutant que l'on peut se procurer chez l'éditeur : C.N.T., 11 rue St Vincent de Paul, 13004 MARSEILLE.

• "1911, EMEUTES ET MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHERE DANS LES ARDENNES", une brochure de 88 pages, 35 francs franco de port, éditée par "La question sociale, B.P. 66, 08120 BOBIGNY SUR MEUSE.

# UN DIMANCHE A LA MONTAGNE

*Dimanche 22 Mai, c'est la manif contre le tunnel du Somport. Après quatre heures de route, notre car, organisé par l'Union locale C.N.T. de Toulouse, arrive au sommet du col. Nous y retrouvons des compagnons des U.L. de Pau, de Bordeaux, de Périgueux, de Montpellier... et des "Federaciones Locales" de Zaragosse et de Huesca.*

Autour des drapeaux rouges-et-noirs, on se regroupe sur une petite butte pour pique-niquer, discuter...

Mais voilà, pour descendre à pied un col sur quatre kilomètres, il faut des organisateurs, pour manifester dans un lieu absolument désert, il faut un "Service d'Ordre", pour savoir ce que nous pensons (ou ce qu'ils aimeraient que nous pensions), il faut des orateurs.

"Organisateurs", Service d'Ordre, "Orateurs"... tout ce beau monde, dans un site immense, n'a trouvé d'autre lieu pour organiser, surveiller, discourir que notre coquette salle - à - manger champêtre.

On leur fait tout de même de la place. Un camion qui servira de tribune, s'installe au milieu de nous. Les pneus dans le plat, en quelque sorte.

Maintenant arrivent les "Officiels", dont des candidats aux élections européennes. Bien sûr, le public que nous constituons ne correspond pas à un public habituel de figurants pour meeting électoral. Notre simple présence les gêne.

Deux ou trois excités du "Service d'Ordre" tentent brutalement d'arracher un des nombreux drapeaux cénétistes qui apportent une touche délicieusement colorée à un "camion estrade" décidément très triste. Nous

les prévenons poliment qu'ils marchent sur des oeufs. Rien n'y fait. La sauce tourne à l'aigre et nous n'avons pas fini le sauciflard que déjà on passe aux jeux de mains. Le "Service d'Ordre" qui comprend visiblement mieux ce langage bat prudemment en retraite, nos banderoles restent là où elles étaient, nous reprenons nos papotages entre copains et finissons

ni tunnel. Ni Etat, ni patron !" est un slogan poussé par 7 à 800 gorges.

Devant, les organisateurs ont organisé ... une chaîne avec les membres du S.O, certainement pour protéger la montagne, des fois qu'un "casseur" se précipiterait la tête la première sur un rocher pour le briser. Ils pensent à tout, ces gens là.

A 4 km du chantier du tunnel, on s'arrête. La veille, les politicards du collectif se sont mis à table à la préfecture et ont raccourci le parcours de moitié. Ils avaient appelé à manifester "justqu'au forges d'Abel", ils nous



• NOTRE PHOTO : LA TETE DU CORTEGE DE LA C.N.T.

nos saucissons. Fin de la première cène .

Dans cette manif d'environ 5000 personnes, notre cortège, situé vers le milieu, compte 150 cénétistes et se grossit immédiatement de plusieurs centaines de sympathisants libertaires. "Ni rail,

font arrêter à mi-chemin. C'est de la publicité mensongère, foi de ménagère anarcho-syndicaliste.

La masse des gens, pas au courant de cette cuisine nauséabonde, continue à descendre vers le chantier -malgré le "Service

• SUITE AU VERSO

• PHOTO DE COUVERTURE : VUE GLOBALE DU CORTEGE DE LA C.N.T. LE 22 MAI 94

## UN DIMANCHE A LA MONTAGNE



• SUITE DU RECTO  
d'Ordre" qui panique. D'autres s'interrogent sur place, sans rien comprendre à cette castration du parcours.

Notre participation a cette manif était volontairement pacifique. Le tract abondamment distribuée par la C.N.T. de Pau dans tout le cortège était à cet égard on ne peu plus explicite.

En arrivant sur les lieux, le matin du 22, nous avons appris que le parcours venait d'être raccourci. Comme nous avons décidé de rester avec l'ensemble des manifestants, nous avons fait stationner notre bus sur le lieu officiel de dispersion (C'était d'ailleurs pratiquement le seul à attendre à cet endroit là). Et voilà t'il pas que trois "organisateur" (brassard jaune, talkie walkie et allure flippée) prétendent le réquisitionner pour remonter leurs troupes défraîchies au Somport (ou stationnent les autres bus). Après une explication aussi courte que claire, le bus de la C.N.T. reste à sa place. Non mais.

Pendant ce temps, des grappes de manifestants continuent à descendre vers le chantier, suivant en cela l'appel lancé initialement par les "organisateur responsables".

La confusion est à son comble ! Ce n'est plus une manif mais de la mayonnaise mal touillée.

Nous arrivons à notre tour sur le lieu de dispersion. Les insectes à brassard jaune du S.O. coupent en deux notre cortège débonnaire. Décidément, cette

espèce mute facilement en police parallèle (dispersion, réquisition, tentatives d'intimidation... droles d'écolos). La moutarde monte au nez de quelques copains. Les baffes volent. Fin du deuxième acte et dispersion du "Service d'Ordre".

Dans tout ce bordel organisé, finalement, 5000 manifestants se retrouvent dispersés sur huit kilomètres. Plusieurs centaines sont arrivés devant le chantier. D'expérience, nous savons que ce type de situation tourne toujours au détriment des plus faibles et des plus maïs informés. Nous décidons alors de rester sur place pour ne pas les laisser seuls face à la répression. Notre slogan est "On est venu tous ensemble, on repartira tous ensemble".

En bas, Isler Béguin, député européenne verte se pavane devant les caméras et bavasse contre les gens présents sur le chantier, ce qui est une façon indirecte mais éloquent de appeler à la répression.

De fait, porte parole d'un collectif national (dans lequel ne figure pas la C.N.T. car nos syndicats, qui sont opposés à la fausse solution du feroutage, subodoraient les magouilles habituelles dans ce genre de collectif -\*1-) elle confirme que cette démonstration n'avait pour le collectif qu'un enjeu électoral.

Pendant ce temps, éclatent les grenades lacrymogènes. Elles tombent sur les manifestants les plus avancés qui, tous, sont pacifiques et pensaient occuper symboliquement une partie du chantier. Le fait que pas un gendarme n'ait eu à souffrir de la moindre égratignure est à ce titre révélateur.

Du coup, la tension monte et

les manifestants du chantier bloquent la circulation. Le bouchon s'étend jusqu'à la frontière, sur huit kilomètres. Bientôt, les tirs tendus font leurs premières victimes, (qui, souvent, n'ont même pas un foulard pour se protéger) puis trois personnes sont arrêtées.

Alors que la répression s'abat, des membres du collectif organisateur tentent en vain de débloquer la circulation.

Antoine Waechter est pressé. Il veut s'en aller. Il proteste qu'on "prend la manifestation en otage" (les manifestants qui se prennent eux-même en otage, la logique waechterienne fait encore des dégâts...). Waechter ne passe pas.

Les politicards du collectif viennent insinuer que, si la route est débloquée les trois prisonniers seront libérés. Les manifestants leur rient au nez. Un vigoureux "Libérez nos camarades" accompagne la poursuite du blocage. La détermination des présents paye. Les gendarmes relâchent les trois prisonniers.

Il est 20 heures, le Somport s'endort. Quelques manifestants sont hospitalisés (\*2) les autres ont simplement quatre heures de retard sur l'horaire.

Waechter a manqué son rendez-vous.

(\*1) Les organisations les plus hétéroclites avaient signé l'appel du collectif, de la C.G.T. à la F.A. en passant par les Verts et les trotskystes.

(\*2) On a pris des nouvelles. Tout le monde va bien. Mais, le lendemain, trois personnes ont été interpellées, pour d'autres faits en relation avec la lutte contre le tunnel du Somport. Pour certains politiciens, la vengeance est manifestement un plat qui se mange froid.

# 1er MAI 94 A BARCELONE

L'Espagne, comme d'autres pays qui ont connu le *capitalisme triomphant* dix ans durant, se réveille aujourd'hui avec une impression de *gueule de bois*. La corruption gangrène les sphères dirigeantes du pays qui semble vaciller sous l'effet des crises à répétition : cela a commencé par le scandale P.S.V., une coopérative immobilière gérée par l'U.G.T. (syndicat socialiste, très proche du Premier Ministre Felipe Gonzalez) qui, au lieu de construire des H.L.M. a vouvent servi à enrichir ses propres dirigeants. Puis vint l'affaire RUBIO, du nom du directeur de la banque d'Espagne dont la signature orne les billets de 2000 pesetas. Il a été envoyé en prison pour rafraîchir sa mémoire sur ses délits financiers et pour éviter qu'il n'imité son ami ROLDAN, le Directeur de la Guardia Civil, lui aussi membre du P.S., qui s'est enfui pour ne pas avoir à expliquer comment les "fonds réservés" du Ministère de l'intérieur se sont retrouvés sur son compte en banque.

Face à cette situation de déliquescence, les résistances et les ripostes s'organisent petit à petit et s'amplifient. La contestation de l'Etat s'accroît notamment à l'égard de l'une de ses institutions les plus arbitraires : l'armée. Ainsi, depuis dix ans, on ne compte pas moins de 10.000 insoumis, et le nombre d'objecteurs augmente de plus de 50 % par an, si bien que d'ici quelques années, il n'y aura pratiquement plus un jeune pour faire son service militaire. Et ce ne sont pas les récents scandales pour brimades et tortures sur de jeunes appelés qui vont améliorer l'image de marque de la grande muette.

De même, les syndicats dits "représentatifs", embourbés dans leurs compromissions avec le gouvernement et le patronat sont progressivement rejetés par les travailleurs qui restent, dans un pays qui compte 23 % de chômeurs officiels. On a vu récemment des gens brûler leur carte de l'U.G.T. suite au

scandale P.S.V. Les conflits sociaux se multiplient (Gillette, SEAT...) et parfois par dessus les têtes des dirigeants syndicaux. Ainsi, à Lineares (Andalousie), les ouvriers de l'usine Sanatana/Susuki se sont mobilisés contre les menaces de licenciement et ont mené de nombreuses actions à la manière des salariés d'Air France en Novembre dernier : occupation d'usine, de bâtiments de l'administration territoriale, affrontements avec la police et perturbation des meetings du parti socialiste lors de la campagne pour les élections régionales.

Même les syndicats dits "alternatifs" sont touchés par cette gangrène. La modeste C.G.T., scission réformatrice de la C.N.T. n'en finit pas de brader l'idéal anarcho-syndicaliste. Après avoir accepté en Catalogne que des hommes politiques accèdent aux postes de responsabilité dans cette région, ils viennent maintenant d'accepter ... un syndicat de policiers, plus précisément les *Mosos d'Esquadra*, les policiers catalans!

Dans cette ambiance malsaine, l'activité de la C.N.T. en ce Premier Mai 94 a été un véritable bol d'air frais. A Barcelone, outre un match de foot qui a vu s'affronter sportivement l'équipe de Insoumis de Nou Barri (un quartier populaire de la ville) contre une sélection de la F.L.-C.N.T. (Union locale), le meeting de la matinée

a été un réel succès. Plusieurs milliers de personnes étaient venues entendre les compagnons de Catalogne mais aussi d'Euzkadi, qui leur ont montré la vivacité de l'anarcho-syndicalisme par la parole mais aussi dans les faits. L'auditoire était plutôt hétérogène (vétérans de la révolution de 36, squatters, chômeurs peu décidés à se laisser faire, étudiants rebelles, travailleurs en lutte de Texacesa, Seat ou les maîtres auxiliaires du syndicat de l'enseignement...)

mais tous étaient unis par l'idéal et une forte conviction. Dehors, des stands proposaient une littérature riche et variée.

L'après-midi, la manifestation s'est déployée, avec une importante proportion de jeunes en tête, drapeaux rouges-et-noirs au vent, reprenant des slogans comme "Ouvrier licencié, patron pendu", "Non à la loi anti-grève", "Union, action, auto-gestion",

"contre le chômage, partage du travail et des richesses".

Une ambiance fraternelle a régné dans les rues de Barcelone baignées d'un soleil radieux. Mais comme le soulignait le tract de la C.N.T., la lutte ne s'arrête pas au Premier Mai et seul un effort quotidien nous permettra d'améliorer notre sort.

(Correspondance)



Autocollant de la C.N.T. espagnole contre les élections professionnelles

## HALTE À LA REPRESSION EN BIÉLORUSSIE

**"Compagnons,**

**Nous vous demandons de faire connaître les cas de répression contre les syndicalistes de l'ex-U.R.S.S..**

**Faites tout ce que vous pouvez pour empêcher votre pays d'aider les régimes pro-communistes des ex-républiques soviétiques (...)**

**Essayez d'entraver les alliances entre les firmes occidentales et les firmes de l'ex-U.R.S.S. L'implantation de telles entreprises mixtes n'amène que des licenciements et le renforcement du pouvoir des multinationales et des néo-bolchéviques"**

### Le S.M.O.T. de Biélorussie

Depuis que la majorité parlementaire pro-communiste a pris comme président le chef de la police Mechleslav Grib, le gouvernement tente par tous les moyens de supprimer l'Union Interprofessionnelle Libre des Travailleurs en Biélorussie (S.M.O.T.) ainsi que tout mouvement de travailleurs indépendants. La récente vague de répression n'est qu'un début. Le gouvernement pro-communiste a comme projet de détruire l'opposition ouvrière. Avec l'aide des capitaux occidentaux, les dirigeants russes et biélorusses espèrent maintenir et consolider leur pouvoir au sein d'une économie déclinante par des méthodes de production brutales. Beaucoup d'industriels et de politiciens de l'ouest coopèrent avec les gouvernements de l'ex-U.R.S.S., aidant ainsi les communistes à éliminer toute forme de résistance.

De nombreux cas de répression ont déjà été signalés en Biélorussie.

Le président du SMOT de l'usine "TRANSISTOR", Nikolai Grinchik a été congédié par la direction de l'entreprise pour avoir organisé une grève légale ainsi que des meetings réclamant que les lois biélorusses soient respectées au sein de l'usine. D'autres militants de "Transistor" sont continuellement victimes des tracasseries de la direction, en particulier Vladimir Strelyenko, Mikhail Ko-

lyesen et Vladimir Dimitrovich. A l'usine "DZERZINSKY", appartenant au complexe "INTEGRAL", de Minsk, Igor Azarko, membre du conseil des délégués du SMOT biélorusse a été sévèrement réprimé pour avoir organisé un meeting de 400 personnes et avoir distribué des tracts. La direction de l'entreprise mène une intense campagne d'intimidation contre des membres du SMOT : Segel Skameyko, Vladimir Kholov et Nicolai Kazakievich. Il faut mettre en rapport le durcissement de l'attitude de la direction à l'égard du SMOT avec les alliances que le complexe "INTEGRAL" essaie de nouer avec les entreprises allemandes dont BOSCH-SIEMENS. L'une des conditions posées par les capitalistes occidentaux est que le complexe doit se débarrasser des syndicats, en particulier du SMOT qui lutte pour des salaires décents.

Le 28 février 94, au com-



plexe industriel "BELVAR", l'ouvrier Valentin Vayev a été arrêté et interrogé par la police pour sa participation à l'organisation d'un comité de grève et pour avoir distribué l'appel de ce comité ainsi qu'un tract du S.M.O.T.

Le nouveau directeur de "BELVAR", Nikolai Yerokhov, poursuit la campagne contre les ouvriers qui luttent. Après plus de huit ans de tentatives, la direction de "BELVAR" a trouvé un moyen pour licencier Anatoly Matveyenko, le coordinateur du S.M.O.T. biélorusse. Matveyenko a été licencié pour sa participation à une manifestation et à un meeting de protestation à Minsk le 15 février 94. Il avait également organisé les grèves chez "BELVAR" en décembre 93 et janvier 94. Une pétition de soutien à Matveyenko circule dans l'entreprise.

Le procureur de la ville de Mogilyov (à 170 km à l'est de Minsk) a poursuivi deux employés pour l'organisation de meetings et de manifestations en janvier et février 94. Les deux accusés sont Vladimir Sharapov, le président du comité local des travailleurs et Sergei Obodovsky, un militant du S.M.O.T.

• D'après des informations du S.M.O.T., de Workers Solidarity Alliance, section de l'A.I.T. aux U.S.A. et des Amis Suisses de l'A.I.T.



# L'ANARCHO-SYNDICALISTE

BULLETIN DES SYNDICATS CNT-AIT DE LA REGION MEDITERRANEE

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL - SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Supplément au Combat Syndicaliste N° 138

Été 1994

## LE TEMPS PERDU

Devant la porte de l'usine  
le travailleur soudain s'arrête  
le beau temps l'a tiré par la veste  
et comme il se retourne  
et regarde le soleil  
tout rouge tout rond  
souriant dans son ciel de plomb  
il cligne de l'oeil  
familièrement  
Dis donc camarade Soleil  
tu ne trouves pas  
que c'est plutôt con  
de donner une journée pareille  
à un patron ?

Jacques Prévert

**AGIR CONTRE ... L'INTERET DES TRAVAIL-  
LEURS ! - SOUS LES PAVES, L'OZONE ... - UTOPIE  
A ANTIGONE - ALLEMAGNE : DU TRAVAIL  
FORCE AUSSI POUR LES CHOMEURS ?**

# AGIR CONTRE... L'INTERET DES TRAVAILLEURS !

Pourquoi parler d'"AC!" (Agir contre le chômage) ? S'il est vrai que le sujet n'est guère passionnant, le fait que certains secteurs du mouvement libertaire et de sa presse (Le Libertaire, Le Monde Libertaire, nos ex-compagnons de la rue des Vignoles...) se soient lancés dans un soutien total à cette initiative doit nous pousser à nous poser quelques questions et à préciser quelques notions.

## D'où vient "AC!" ?

A l'origine de ce mouvement, on trouve un appel lancé fin 93 par des syndicalistes essentiellement de la CFDT et de ses dérivés (SUD, CRC...), des associations (Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, écolos...), des responsables de "réseaux d'insertion", divers économistes et sociologues proches du gauchisme (le journal La Marche est d'ailleurs imprimé par la rotographie de Montreuil, l'imprimerie de la LCR). Bref, les habituels parasites politiciens, bureaucrates syndicaux post-cathos, négriers de RMIstes et cautionneurs gauchistes du PS.

## Que propose AC!" ?

Cet appel, qui oscille entre la fausse naïveté et la vraie confusion et dont, par exemple, le mot capitalisme est bien sûr totalement absent, propage un certain nombre d'idées fausses.

"En finir avec l'exclusion". L'exclusion de quoi ? De l'esclavage salarié ? Au risque de répéter des évidences, on peut tout de même rappeler que le chômage ne tombe pas du ciel, mais qu'il est une arme parmi d'autres à la disposition des exploiters et ce, depuis le début du capitalisme. Il permet, en mettant en concurrence ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas ou plus, de contenir les revendications ouvrières dans des limites "acceptables". Ainsi, le travailleur et le chômeur sont tous les deux victimes d'un même système économique, dont aucun n'est exclu mais qui impose à chacun sa domination. Si l'on veut traiter de l'exclusion des chômeurs, il faudrait parler de ces mêmes syndicats réformistes qui, après les avoir totalement ignorés, créent aujourd'hui des structures particulières pour les

chômeurs, afin sans doute qu'ils ne se mélangent pas aux autres travailleurs...

"Réduire la durée du travail". Au siècle dernier, quand le mouvement ouvrier lança la revendication des 8H de travail, il s'agissait d'améliorer les conditions de travail des travailleurs. Rien de tel ici : si "AC!" propose la diminution du temps de travail à 35h par semaine, c'est pour "s'attaquer réellement au chômage" grâce aux embauches correspondantes. Bref, "AC!", en digne héritier du syndicalisme chrétien, demande aux capitalistes de traiter avec un peu plus de bonté ceux qu'ils exploitent et de prendre en considération leurs menus problèmes. De même, quand l'appel propose "l'instauration de nouveaux rapports entre pays riches et pays pauvres", ses rédacteurs croient-ils vraiment que le capitalisme va renoncer à surexploiter les habitants du Tiers-Monde pour l'amour de la justice ?

Soyons sérieux : aucun acquis, aucune amélioration de la condition des salariés n'ont été accordés gratuitement par les patrons ; toute avancée, si minime soit-elle, a été arrachée de force par la lutte. Or quelle est la revendication principale de cet appel ? Que soit promulguée une loi-cadre abaissant la durée légale du travail à 35h. Autrement dit, que l'Etat, ému par le spectacle de quelques dizaines de chômeurs (1) marchant pacifiquement vers Paris, décide de faire un

**Le Combat Syndicaliste n'a pas de financement occulte. Il ne fait pas de fausses factures. Il ne reçoit pas de subventions (il n'en veut pas d'ailleurs !). Le C.S. ne vit que de la volonté des abonné(e)s, des militant(e)s et de tous ceux ou celles qui pensent qu'il est indispensable de développer dans notre région une presse anarcho-syndicaliste. Une presse qui soit au service de nos idées, de nos actions.**

**ABONNEZ-VOUS  
SOUSCRIVEZ**



cadeau, non pas aux patrons comme de coutûme, mais aux travailleurs. Et c'est nous qu'on traite d'utopistes !

"Pour créer des emplois: changeons de logique !". Quel est ce changement que préconise "AC!" ? Tout simplement de relancer l'économie ! Une idée d'une grande originalité ! C'est d'ailleurs celle que défendent le gouvernement français, les organisations patronales et l'ensemble des partis politiques, qui nous demandent tous de faire des sacrifices en attendant les jours meilleurs d'une mythique "relance". Et voici encore une illusion : il s'agit de créer des emplois "répondant à des besoins non satisfaits". Malheureusement, le capitalisme n'a pas pour vocation de répondre à des besoins humains, mais de créer des profits, que le produit vendu soit utile ou non.

## A quoi sert "AC!" ?

Cette campagne publicitaire s'est donc achevée par ce qu'on appelle pudiquement "le début d'un grand mouvement", autrement dit un bide relatif : une manif nationale de 10 à 20 000 personnes, ce qui est tout de même assez peu par rapport au thème du chômage qui préoccupe beaucoup de monde et au raccollage intensif organisé par "AC!" (qui, par exemple, à la manif du 1er mai à Marseille, bradait le voyage à Paris en TGV à 50 F).

Vu la proximité d'élections diverses, on va probablement voir rapidement les suites. Déjà la "loi-cadre pour les 35h" est devenue une des promesses électorales du PS...

Par ailleurs, cette initiative ar-

rive au bon moment pour empêcher un réel mouvement auto-organisé des chômeurs ; ceci, conjointement aux efforts des syndicats réformistes, CGT en tête, qui, contrairement à la CNT pour qui chômage et travail salarié sont les deux faces d'une même exploitation, créent à tour de bras des "comités chômeurs" qui se cantonnent à mendier des stages de formation ou la gratuité des transports (pour pouvoir chercher un emploi, bien sûr, pas pour se promener).



Bref, on retrouve dans "AC!" la recette qui a fait ses preuves avec SOS-RACISME : un mouvement publicitaire créé de toutes pièces pour occuper le "terrain médiatique" et empêcher le développement de toute initiative autonome. Au passage, on en aura profité pour redorer l'image de marque de la CFDT (le n°2 du journal La Marche publie une page entière sur LIP), pour faire gagner quelques voix au PS ou aux écolos et pour oeuvrer à une énième recomposition de la "gauche".

Que vont donc faire les libertaires dans cette mascarade ? Le seul élément de réponse que j'ai pu trouver est un texte du groupe de Bordeaux de la Fédération Anarchiste, publié dans Le Monde Libertaire n° 959. On y lit notamment : "Quand nous acceptons le mot

d'ordre d'"AC!", "Abolition du chômage", il est certain que cela signifie abolition du capitalisme". Si je comprends bien, ces compagnons participent à un mouvement foncièrement réformiste dans le but de le faire évoluer de l'intérieur... On retrouve la même argumentation que font un bon nombre d'anarchistes entrés à FO à sa création et qui a fait la preuve de son inanité au bout de 50 ans. Est-ce que le fait que les libertaires soient membres de FO, y occupent des postes de responsabilité, en soient permanents rétribués a fait de FO un syndicat un tant soit peu révolutionnaire ?

Il me semble que nous avons suffisamment à faire de travail d'information, d'explication de nos idées, de notre projet de société, sans aller nous perdre dans ce type de regroupement. Il ne s'agit pas de nous enfermer dans une tour d'ivoire, au nom de la pureté de l'anarcho-syndicalisme. Simplement, autant nous avons tout intérêt à participer à de réels mouvements à la base, autant l'adhésion plus ou moins critique à des collectifs réformistes nous apportera au mieux une perte de temps et d'énergie, au pire nous fera tirer dans le dos (au sens figuré, pour l'instant...) par ceux qui poursuivent par ces moyens des buts fondamentalement opposés aux nôtres.

Jean-Charles (Interco  
Marseille)

(1) *Division du travail oblige, les bureaucrates écrivent des appels, les travailleurs et les chômeurs fournissent leur force de travail...*

## SOUS LES PAVES, L'OZONE...

Sur la plage dominicale, je tartine ma fille de crème solaire. Pas n'importe quelle crème solaire : indice de protection 15 et résistante à l'eau ! Pourtant, en bonne petite méditerranéenne, elle a la peau brune ; mais le trou dans la couche d'ozone, ça ne pardonne pas !

En dix ans, 80 % d'augmentation des cancers de la peau (mélanomes malins) en Ecosse. Chiffre record (1). Même problème en Australie et en Nouvelle-Zélande qui furent colonisées par des populations sensibles au soleil (juste retour des choses!). En France, l'augmentation des cancers cutanés est de 3 à 5 % par an. Notre ami le soleil, source de toute vie et baume efficace contre les méfaits de l'exploitation capitaliste (c'est un anti-dépresseur reconnu) (2), est aussi un ennemi mortel pour les peaux trop sensibles, surtout quand une couche d'ozone diminuée filtre moins les rayons UV.

### La faute aux CFC

Le premier oxygène produit sur terre l'a été dans les océans et, réagissant avec les rayons du soleil pour créer la couche d'ozone, a permis à la vie de quitter la protection du milieu marin pour conquérir les continents. C'est cette couche d'ozone qu'a commencé à attaquer le chlore des CFC (chlorofluorocarbures). Contrairement à ce que veulent faire croire certains, le phénomène n'a rien de naturel et ce sont bien les CFC qui en sont responsables à 90 %. Ils peuvent rester dans l'atmosphère 70, 100 ou même 500 ans ! Un de leurs atomes de chlore détruit la molécule d'ozone en se combinant avec un de ses atomes d'oxygène;

par ricochet, un atome de chlore peut détruire 100 000 molécules d'ozone avant d'être inactivé.

Et où les trouve-t-on, ces CFC ? Dans de nombreux produits de grande consommation. En commençant par la maison : on les trouve en isolation mur, chauffe-eau et frigo, en fluide réfrigérant climatiseur et frigo et, bien sûr, dans quelques aérosols en bombe; ils ont servi à gonfler les mousses des canapés, fauteuil et matelas. En continuant par la voiture : on les trouve dans les pare-chocs, volant, tableau de bord, en fluide réfrigérant climatiseur ; ils ont servi de solvant pour le nettoyage des pièces et à gonfler la mousse des sièges. Maison-voiture : ce sont les deux mamelles de la consommation, donc les deux mamelles du profit auquel les CFC apportent leur obole. Ils sont interdits ? Qu'à cela ne tienne ! Les multinationales (3) sortent les HCFC et les HFC, tout aussi suspects, pourtant. Et puis, il y a toujours les pays-poubelle du Tiers-Monde : le protocole de Montréal les autorise à produire des CFC jusqu'en 2004.

### A quand un écolabel syndical ?

Maintenant, prenons l'exemple d'un frigo : l'absence de CFC, HCFC et HFC pourrait être une des données qui permettraient l'attribution d'un "écolabel" audit frigo. L'écolabel caractérise un produit qui est écologique "du berceau à la tombe", durant tout son cycle de vie de sa production à son recyclage. Cette notion, en cours d'application au niveau européen, ne se limite pas à des critères écologiques au sens strict ; elle peut prendre en compte la sécurité et les conditions de

travail de ceux qui fabriquent le produit ou l'utilisent, ou la part que peut prendre ce produit (sa fabrication ou son utilisation) dans une logique de développement "soutenable" (4). Et l'on voit mal, par exemple, qu'on pourrait décerner un écolabel à une voiture individuelle - si propre soit-elle - ou, bien sûr, à une arme quelconque. En cela, l'écolabel peut évoluer jusqu'à devenir un élément déstabilisateur de l'économie de marché. Il reste pour nous une notion intéressante pour le temps où il sera décerné par les travailleurs et intégrera un véritable label syndical. Et, en l'état actuel du système, l'écolabel sera un indicateur utile pour des choix individuels de consommation qui renforcent le moins possible le capitalisme. Au même titre que des choix alimentaires faisant intervenir les mentions de l'agriculture biologique ou, tout au moins, se référant au caractère traditionnel des méthodes culturales ou d'élevage. La cohérence de nos positions anarchosyndicalistes s'accomode difficilement de choix domestiques renforçant le système que nous combattons.

### L'ozone polluant de la mobilité forcenée

Pour en revenir au problème de l'ozone, il est sûr que quelques 30 années de recul (5) qui commencent à laisser des traces sur les épidermes photosensibles, combinées à l'augmentation du rayonnement UV, risquent d'amener à une régression du tourisme de masse sur les plages du Sud. On peut rêver ! Les agglomérations balnéaires réduites à l'état de friches touristiques ; les milieux naturels littoraux libérés

*Suite page VIII*

# LES MENSONGES DU VA-T-EN-GUERRE BHL

## **\*sur la crise yougoslave et bosniaque**

-depuis 1992, BHL et ses acolytes défendent la Bosnie-Herzégovine au nom de la multiculturalité, de la cohabitation entre les cultures et les peuples, etc. Les mêmes (BHL, Finkelkraut, Schwarzenberg, etc.) demandait en 1990-91 la reconnaissance de la Croatie indépendante en expliquant que la Yougoslavie ne pouvait survivre, regroupant en son sein des peuples aux cultures et aux histoires trop différentes...

-BHL et ses acolytes dénoncent depuis 1993 le projet de partage et de nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine élaboré d'un commun accord entre le président serbe Slobodan Milosevic et le président croate Franjo Tudjman, et ce dès 1991. Or, à l'époque, les mêmes nous faisaient la leçon en nous expliquant que la Croatie était une "jeune démocratie" et le président Tudjman "un modéré" (!)

-BHL et ses acolytes identifient la Bosnie-Herzégovine multiculturelle et citoyenne à son président Alija Izetbegovic. Ils oublient de dire que lors des élections de novembre 1990, le parti d'Alija Izetbegovic et les deux autres partis nationalistes avaient constitué une alliance électorale de fait pour empêcher une éventuelle victoire des partis citoyens, que ces mêmes partis nationalistes ont gouverné ensemble de novembre 1990 à avril 1992, se partageant les ministères, les entreprises et même les écoles, et traitant toutes les manifestations syndicales ou pacifistes de "traîtres" et de "bolcheviks". Dans son film "Bosna", BHL omet d'ailleurs d'évoquer les importantes manifestations pacifistes des 5 et 6 avril 1992 à Sarajevo, manifestations qui s'en prenaient aux trois partis nationalistes. Une simple omission ?

## **\*sur l'attitude de la communauté internationale**

-BHL et ses acolytes dénoncent la passivité de la communauté internationale face à la guerre en Bosnie-Herzégovine, le caractère illusoire, injuste ou cynique du "nouvel ordre international". Or, si les Musulmans bosniaques ont axé toute leur stratégie sur l'internationalisation du conflit bosniaque et sur une intervention extérieure, c'est parce qu'ils ont cru à la propagande américaine produite lors de la guerre du Golfe en 1990 à propos du "nouvel ordre international", de "la défense de la liberté", etc. En France, les principaux relais intellectuels de cette propagande étaient BHL, Glucksman, Touraine et compagnie. Où est le mea culpa ?

-BHL nous assomme d'images sanglantes, montrant les populations civiles bombardées par l'armée serbe, pour mieux nous convaincre. Au moment de la guerre du Golfe, les dizaines de milliers de civils tués dans les bombardements alliés, les soldats irakiens enterrés vivants par les bulldozers de l'armée américaine n'ont pas ébranlé ses convictions. Il est vrai qu'à l'époque, les services d'information des armées américaine et française interdisait la présence des équipes de télévision...

-le même BHL nous explique que la "réussite" de l'ultimatum à Sarajevo en février 1994 montre qu'il faut continuer dans la même voie. Il oublie de dire que cet ultimatum a permis aux Serbes de figer les lignes de front à Sarajevo, d'entériner ainsi le partage de la ville et de déplacer leur artillerie lourde... vers Gorazde.

**\*sur la comparaison entre guerre en Bosnie et guerre d'Espagne**

-BHL dit un jour que la guerre en Bosnie n'est pas une guerre civile, le lendemain qu'elle est une nouvelle guerre d'Espagne. La guerre d'Espagne n'était donc pas une guerre civile ?

-BHL étant aussi ignorant de la guerre d'Espagne que de la guerre en Bosnie, il oublie de réfléchir au fait que la république espagnole a été avant tout battue de l'intérieur, par l'action du Parti Communiste espagnol contre la CNT et le POUM, que les armes livrées par l'Union soviétique et les Brigades internationales ont plus servi à renforcer les milices staliniennes à Barcelone ou en Andalousie que les lignes de front républicaines à Madrid. En cas de levée de l'embargo en Bosnie, les armes iront-elles aux unités combattantes et pluriethniques de l'Armée bosniaque, ou aux milices privées soutenues par Alija Izetbegovic et son parti ?

-Dans les années 1930 comme aujourd'hui, si le fascisme menace toute l'Europe, c'est surtout de l'intérieur. Si la guerre d'Espagne a été perdue par les républicains espagnols, c'est aussi parce qu'en Italie, en Allemagne, en France, les partis socialiste et communiste ont été incapables de s'opposer à la montée du fascisme dans leurs propres sociétés. Le problème est le même aujourd'hui: la lutte contre le fascisme ne se mène pas à St Germain des Prés, rue de Solferino ou à l'Holiday Inn de Sarajevo, mais dans les banlieues et dans les entreprises,

-Seul point commun entre ces deux conflits, la guerre d'Espagne comme la guerre en Yougoslavie ont commencé par l'agression d'une armée, menacée dans ses privilèges, contre son propre peuple. Ces deux guerres confirment que l'armée mène à la guerre, le militarisme au fascisme. La réponse à la guerre et au fascisme ne réside pas dans un militarisme de circonstance, mais dans un antimilitarisme permanent.

# A BAS TOUTES LES ARMEES ! CONSTRUISONS L'ANARCHIE !

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Abonnement gratuit de trois numéros à notre presse

Adresse.....

Nom.....

Prénom.....

**CNT-HERAULT - BP 171 - 34203 SETE CEDEX**

Permanences : 2ème samedi de chaque mois, au local de  
SIA, 27 bd Louis Blanc, à Montpellier

**CNT-AIT**



# UTOPIE A ANTIGONE

Le 17 mai au soir, un débat sur le thème des "Lieux de l'utopie" se tenait à la Maison des syndicats de Montpellier. Réunissant Georges Balandier (anthropologue et sociologue, professeur à la Sorbonne), Jean Chesneaux (historien et spécialiste de l'Asie), Bernard Lacroix (professeur de Sciences Politiques à Nanterre) et Michel Lequenne (écrivain et critique), cette rencontre était organisée par l'association des Amis de la librairie Sauramps, au nombre desquels on compte Jean-Jacques Gandini. En avant-propos, Ronald Creagh était remercié pour sa participation à la préparation de la conférence. Avec ce double parrainage libertaire et le sujet choisi, on pouvait espérer voir s'exprimer des idées audacieuses. Ce ne fut pas vraiment le cas. De toute la soirée, on n'entendit pas prononcer le mot tabou : anarchie.

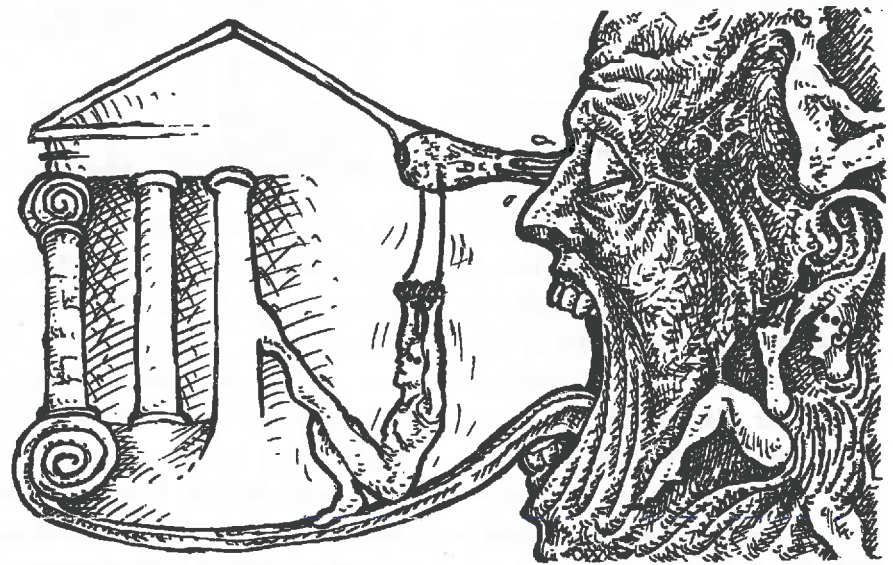
Si les conférenciers n'avaient rien de révolutionnaires, les questions abordées ne perdaient pas leur intérêt. Jean-Claude Michéa (professeur de Philosophie et animateur du débat) dressait un constat : l'utopie, en tant que description minutieuse d'une organisation sociale idéale, a disparu de la pensée contemporaine. Comment l'expliquer ? Faut-il s'en réjouir ou le déplorer ?

"Est-ce le signe d'une maturité enfin acquise ? Ce monde est le seul possible (théorie de la fin de l'histoire) et sa gestion sérieuse est incompatible avec toute

forme de rêve. Est-ce le signe au contraire d'une défaite de la pensée ? Et toute révolte libératrice ne doit-elle pas commencer par renouer avec l'imagination utopique ? Ou les choses ne sont-elles pas plus compliquées ? Si, par exemple, les utopistes n'avaient été, en fin de compte, que l'avant-garde turbulente de cette moder-

taire ?

S'exprimant le premier, Jean Chesneaux ne ménageait pas les utopistes, avec des arguments de poids : "Les utopies sont toutes, bien avant Fukuyama, des fins de l'histoire, des sociétés incapables de s'inscrire dans le devenir humain, fermées sur elles-mêmes... L'utopie est une uchronie...



nité dont ils se croyaient les critiques ?"

Jean-Claude Michéa, illustrant cette dernière idée, soulignait que l'implacable rationalisme du monde capitaliste se trouvait déjà dans plus d'une utopie, de More à Fourier, qui ne laissaient guère de place à l'individualité dans leurs projets. Il notait aussi que les réalisations immobilières récentes de Montpellier ou d'ailleurs adoptaient ou usurpaient l'apparence des cités radieuses rêvées depuis la Renaissance. La société capitaliste est-elle une utopie réalisée ou un vaste simulacre à l'échelle plané-

C'est une affaire d'hommes... On y trouve le goût masculin pour édicter, organiser, commander... Il ne se fit pas pour autant le défenseur de l'ordre en place : "La modernité est devenue conformisme. Notre société est devenue incapable de produire de l'utopie. On est passé de la société d'intervalles à la société d'interface, ce qui n'est pas favorable à la réflexion critique. Notre vie est surprogrammée, sur-organisée."

Georges Balandier, se plaçant du point de vue extérieur de l'anthropologue, attirait notre at-

*Suite page VI*

## UTOPIE A ANTIGONE

*Suite de la page V*

tention sur l'invasion actuelle de l'imaginaire par la technologie, en particulier le développement des univers virtuels et le risque qui en résulte pour la liberté et l'esprit créatif quand ces moyens sont aux mains des grandes multinationales de la "communication".

Se présentant comme l'avocat du diable, Michel Lequenne se déclara, d'entrée de jeu, marxiste utopiste dans la lignée d'Ernst Bloch. Refusant l'idée que le monde capitaliste puisse être une utopie rendant inutile tout désir de changement, il en soulignait les aspects les plus répugnants : guerres, exclusion sociale, destruction de l'environnement... Il appelait à la renaissance de l'utopisme et niait que cette idée soit exclusivement masculine : "Le féminisme est un utopisme". En accord avec ses voisins, il considérait que l'utopisme est une forme de pensée propre à l'Occident, liée au rejet de la religion. A partir du moment où l'homme ne considère plus l'ordre social comme une volonté de Dieu et n'attend plus de la providence aucune amélioration, il en vient inévitablement à imaginer une société idéale.

Cette interprétation enjambait lestement certaines réalités comme le catholicisme de Thomas More et le fait que certains utopistes du 19ème siècle ne rejetaient pas tous les maîtres : Fourier avait dédié son oeuvre au dictateur paraguayen Francia qui fit de son pays "une île entourée de terre", agricole et autarcique.

Toute l'ambiguïté de l'utopisme réside dans cette coexistence entre tendances libertaires et totalitaires. Malheureusement, une bonne part du débat, les désaccords entre les conférenciers et les contradictions apparentes dans les propos de certains



ne provenaient que de la variété des acceptions des mots «utopie» ou «utopisme»... On resta un peu dans le flou.

Une des interventions les plus remarquées dans le public fut celle d'une étudiante originaire d'un pays de l'Est. Elle dénonçait le rôle de la publicité dans la supercherie visant à faire passer le capitalisme pour utopique. Elle rappelait le retour des ex-communistes aux récentes élections (un effet des ravages du libéralisme sauvage) et déclarait ne s'être jamais sentie aussi libre que dans son pays avant la chute du mur.

Une autre personne demandait aux conférenciers de nous donner quelques pistes pour un utopisme d'aujourd'hui. C'est alors qu'on entendit nos doctes professeurs faire de l'anarchisme - ou presque -, sans le savoir ou sans l'avouer. Contre les sociétés monolithiques et hiérarchiques, Georges Balandier proposait une

"société à trous", une "société-dentelle", structurée en nombreux réseaux interconnectés. Jean Chesneaux, peut-être le plus sincère, appelait aux quatre grands combats : pour la non-violence, pour l'égalité des sexes, contre l'exclusion sociale, pour l'environnement. Michel Lequenne défendait le principe d'espérance d'Ernst Bloch et Bernard Lacroix incitait à former des comités pour s'opposer à la réélection des politiciens déjà trop vus (TOUS !) et insistait sur la nécessité d'être à l'écoute de l'autre...

Antoine Barral

### Pour joindre la CNT-Méditerranée :

#### ● Marseille

☎ : CNT-AIT - 11, rue St Vincent de Paul - 13004 MARSEILLE. ☎ : 36 14 code CHEZ\***CNT13**

Permanences : 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> mercredis du mois, de 15h à 18h - Vieille Bourse du Travail - 13, rue de l'Académie - Rez de chaussée, salle 2 - Métro Noailles

#### ● Montpellier

☎ : CNT - BP 171 - 34203 SETE CEDEX

Permanences : 2<sup>ème</sup> samedi du mois, de 14h30 à 17h - c/o SIA - 27, bd Louis Blanc - MONTPELLIER

#### ● Perpignan

☎ : CNT - 9, rue Duchalmeau - 66000 PERPIGNAN

# ALLEMAGNE : DU TRAVAIL FORCE AUSSI POUR LES CHOMEURS ?

A peine les "expériences sur le terrain" introduisant le travail forcé pour les allocataires de l'aide sociale ont-elles été lancées, que l'on examine déjà l'étape suivante dans les "ateliers de pensée" du gouvernement fédéral. A la demande de celui-ci, le professeur Manfred Löwisch, de l'Institut de Droit économique, Droit du travail et Droit de la protection sociale de l'Université de Fribourg, a produit une étude qui sonde les possibilités juridiques d'instaurer le travail forcé pour les bénéficiaires de l'allocation-chômage.

## Une étude

Appliquant le bon vieux principe "Celui dont je mange le pain, je chante sa chanson", ce texte, intitulé "Réintroduction de travaux d'utilité collective pour les bénéficiaires de l'allocation-chômage", arrive à la conclusion appropriée : "Il n'y a aucun inconvénient, au regard du droit constitutionnel, à réintroduire des travaux d'utilité collective pour les chômeurs, si cela se limite à des travaux auxiliaires. Aucun problème également du point de vue du droit de la concurrence, du droit européen et du droit international".

L'étude fribourgeoise donne des conseils pratiques au gouvernement fédéral pour créer des travailleurs(euses) de seconde classe. Les travailleurs(euses) forcé(e)s se voient imposer presque toutes les obligations de leurs collègues ayant un emploi fixe (lien de subordination, sauvegarde des secrets commerciaux, etc...) ; par contre, ils se voient exclus lorsqu'il s'agit des droits minimaux, par exemple en ce qui concerne les droits de l'entreprise. Ça donne ceci : "Lors des élections des représentants des salariés, les travailleurs d'utilité collective n'ont pas le droit de vote et ne sont pas éligibles".

Pour faire passer la pilule auprès des syndicats de la DGB (réformistes), l'étude prévoit que, lors de l'embauche de travailleurs(euses) forcé(e)s, le comité d'entreprise ou bien le comité du personnel seront consultés. Notez bien : "consultés" seulement, pas question pour eux d'un droit de décision. En outre, les travailleurs(euses) forcé(e)s ne peuvent pas être engagés pour briser une grève.

Pour ce qui est de la rémunération du travail forcé, l'étude conclut que, parallèlement au versement de l'allocation-chômage aux intéressé(e)s, il soit payé, "par le Bureau fédéral du travail, une indemnité complémentaire convenable pour les frais supplémentaires occasionnés aux chômeurs pour le travail d'utilité collective". Le total des indemnités, en incluant l'allocation-chômage, ne devant pas dépasser 80% d'un salaire usuel.

## Des expériences

En considérant les millions de chômeurs sur le dos desquels le système capitaliste s'est organisé en RFA, on voit bien où tout cela mène. Ce n'est pas pour rien qu'il fut récemment proposé, venant de la CDU (parti de droite), d'envoyer des chômeurs aux champs comme travailleurs agricoles supplémentaires lors de la moisson. La pression sociale s'exerçant sur ceux qui sont sortis de l'économie capitaliste doit monter d'un cran. La menace du travail forcé doit rappeler à ceux qui ne se soumettent pas docilement à la contrainte d'un travail quotidien, qu'il peut en être autrement.

Les expériences déjà tentées pour instaurer un travail forcé pour les allocataires de l'aide sociale montrent en effet qu'on n'en reste pas au stade de la menace, mais que, de la part de l'Etat, des considérations matérielles entrent en jeu. Lors de ces tentatives, les personnes contraintes au travail forcé ne furent pas choisies innocemment. Au contraire, cela concerna particulièrement des gens disposant d'une qualification encore exploitable avec profit. Consi-

*Suite page VIII*

### LES MENSONGES

#### DU VA-T-EN-GUERRE BHL

A l'occasion du passage à Montpellier de Bernard Henri-Lévy, venu animer une soirée autour de son film "Bosna" au cinéma Diagonal Centre en juin, notre syndicat a diffusé 300 tracts dénonçant les ambiguïtés d'une position qui déforme la réalité pour appeler, en dernière analyse, à une intervention armée. Les tracts ont été très bien reçus, malgré l'opposition de la direction à ce qu'ils soient distribués dans ses locaux.

Intercos Hérault

## ALLEMAGNE : DU TRAVAIL FORCE AUSSI POUR LES CHOMEURS ?

*Suite de la page VII*

dérant que les caisses sont vides à tous les niveaux de l'Etat et que par là-même une rationalisation est rendue nécessaire, on voit que l'emploi de toujours plus de travailleurs(euses) forcé(e)s comble les déficits des communes, en leur permettant des économies de personnel.

Cela vaut particulièrement pour les Länder de l'Est où, après la réunification, les réductions de personnel dans l'administration ne sont pas allées assez vite au gré des gouvernants. Et c'est la raison pour laquelle tant de "ballons-sondes" relatifs au tra-

vail forcé ont été lancés à l'Est.

**La résistance**

Pour l'instant, nous nous trouvons encore dans une période probatoire. A l'aide de différents modèles, les administrations de l'Etat essaient de tester la convertibilité du travail forcé et d'analyser le potentiel de résistance. Le moment est donc encore, pour l'instant, propice à taper sur les pattes des instigateurs du travail forcé. Il pourra bientôt être trop tard.

(Article extrait de *Direkte Aktion* n°103, journal de la FAU, section allemande de l'AIT, traduit par Etienne)

## ECOLOGIE

## SOUS LES PAVES, L'OZONE...

*Suite de la page IV*

d'une catastrophique pression anthropique ; les plages redevenues un lieu de détente pour les populations locales, comme n'importe quel bord de rivière ou de lac agréable l'est pour les habitants de l'arrière-pays ; un tourisme différent, fondé sur la découverte et l'échange, dans le respect des populations et de l'environnement locaux. Un terme mis, enfin, à la création de nouveaux couloirs autoroutiers de transit, zébrant la plaine littorale d'autant de nouvelles barrières infranchissables, comme à celle de nouvelles lignes aériennes en direction des "Clubs Med" des pays du Sud... Ce qui pourrait participer à une baisse du taux d'ozone troposphérique !

Car, si l'ozone stratosphérique est bénéfique pour notre épiderme, celui présent dans la troposphère (entre 0 et 10 km d'altitude) est toxique pour nos bronches et pour les végétaux (baisse de la productivité des cultures) et constitue un gaz à "effet de serre". Les oxy-

des d'azote dégagés par les avions contribuent en fait à la destruction de l'ozone stratosphérique et à la formation d'ozone dans la troposphère. Mais, en France, les voitures particulières et les camions sont responsables de 76 % des émissions d'oxydes d'azote, cause d'une concentration d'ozone cinq fois plus importante qu'au siècle dernier et qui augmente actuellement de 1,6 % par an. (dans la région de Marseille, les normes sont dépassées un jour sur trois). Ce ne sont pas la multiplication des projets de liaisons transfrontalières (dans les Pyrénées : tunnels de Puymorens, de Salau, du Somport) ou, plus généralement, la pratique économique du "zéro stock / just in time" (6) qui vont arranger les choses. Le système capitaliste s'alimente d'une mobilité forcenée.

Le problème de l'ozone est une illustration de ces grands équilibres naturels, complexes par définition, qui justifient au plus haut point la mise en oeuvre, dans un

certain nombre d'activités humaines, du fameux "principe de précaution". Evidemment, ce principe, qui réactualise la maxime "dans le doute, abstiens-toi !", est antinomique de l'agitation nihiliste - mais, oh combien !, rémunératrice - de l'économie de marché.

**Jean-Louis (Interco Hérault)**

(1) De nombreuses données sont tirées d'un dossier paru dans "Greenpeace", été 1994.

(2) Qu'on ne prête pas à l'auteur l'idée de prôner le soleil comme solution à l'exploitation capitaliste !

(3) Elf Atochem, ICI, Hoechst, Du Pont de Nemours, Solvay et Daikin.

(4) "Soutenable" : durable et respectueux de l'environnement.

(5) 30 ans, c'est l'âge de la mission Racine qui bétonna le littoral Languedoc-Roussillon.

(6) Plus de stock dans les entreprises ; tout le stock sur les routes.



# QUELLE LIBERATION ?

1994 est une grande année! En effet, il y a cinquante ans, en 1944, c'était le débarquement, le jour le plus long, prélude à la "libération". Cette "libération", ainsi que la deuxième boucherie mondiale qui l'a précédée, sont encore aujourd'hui un des piliers idéologiques des États occidentaux.

La version officielle de l'histoire de la deuxième guerre mondiale est des plus simples d'un côté des méchants (Italie, Japon et Allemagne) et de l'autre des gentils (France, Grande Bretagne, URSS et USA), ce qui, retranscrit dans les manuels scolaires, donne les démocraties contre les dictatures. Bien sur, l'URSS avait signé un pacte avec Hitler en 1939 et les gentilles démocraties n'ont vu le danger fasciste que lorsque celui-ci s'est mis à s'attaquer à leurs intérêts. De plus, bien des français(es) allaient dénoncer leurs voisin(e)s juifs/ves ou "rouges" à la Gestapo. Il faut voir aussi les grands modèles de démocratie : l'URSS stalinienne déportait ses opposant(e)s en Sibérie, les États-unis parquaient les immigré(e)s japonais(es) dans des camps et la France a accueilli les anti-fascistes d'Espagne derrière des barbelés.

Mais, ce ne sont là que quelques *détails*. La deuxième guerre reste, dans l'idéologie dominante, une guerre entre "démocraties" et "fascismes". Il est vrai qu'une guerre de démocrates contre des fascistes, cela fait beau, c'est héroïque, c'est une nouvelle croisade! Une guerre pour défendre des intérêts impérialistes, au contraire, c'est petit et, si on l'explique crûment, si on demande simplement aux peuples "Voulez-vous mourir pour permettre aux riches de devenir plus riches?", il y a fort à parier que peu de soldats partiront la fleur au fusil. Aussi, les gouvernants masquent la défense de leurs intérêts impérialistes par des discours idéologiques. Hitler n'envoyait pas ses soldats à l'abattoir pour permettre aux trusts d'accroître leurs profits mais pour "libérer nos frères des sudettes", "acquérir le territoire vital au peuple allemand", mener "la croisade anti-bolchévique" etc...

Dans le camp adverse il fal-

lait aussi maquiller idéologiquement cette guerre impérialiste, et ce ne fut pas difficile étant donné le niveau jamais atteint dans l'horreur qu'a matérialisé le nazisme. Si le génocide n'était pas une invention des nazis (génocides contre le peuple indien, les arméniens(ne)s...), ce fut, la première fois qu'un État utilisait à cette échelle des fichiers, une police spéciale, des méthodes de déshumanisation et d'extermination contre des personnes sous prétexte qu'elles étaient juives ou tsiganes. Il ne s'agissait pas de simples pogroms comme le peuple juif en avait déjà subi depuis des siècles mais d'une exclusion, d'une déportation et d'une extermination massives et organisées scientifiquement. Aussi, les puissances alliées se sont décrétées "anti-fascistes" et ont fait passer une guerre impérialiste pour une guerre entre démocraties et fascismes. Dans les faits, bien entendu, ce ne fut pas le fascisme qui fut combattu mais d'autres puissances impérialistes. C'est ainsi que ni Franco ni Salazar ne furent inquiétés : eux ils ne faisaient que massacrer leurs opposant(e)s chez eux. Un peu plus tard les USA et leurs alliés soutinrent la mise en place de la dictature des colonels en Grèce, et de 1945 à nos

jours des régimes ouvertement racistes comme Israël, l'Afrique du sud, la Turquie ou l'Irak n'ont pas été inquiétés. C'est ainsi également qu'en avril 1944, un ministre d'État britannique rejetait catégoriquement la proposition du responsable S.S. aux questions juives Eichmann : négocier l'échange d'un million de juifs/ves contre 10 000 camions, comme étant "sans intérêt". Il avait même froidement décliné l'offre ne serait-ce que de sauver cent mille juifs/ves ou même moins en répliquant à l'intermédiaire: "Où les mettrait-on? personne ne voudra les recevoir..."

Ni le débarquement, ni la deuxième guerre mondiale, ni la "libération" n'avaient pour but de détruire le fascisme. Cela dit, l'arrivée des troupes alliées fut ressentie, et cela est tout à fait normal, par tous /tes les rescapé(e)s des camps, les juifs/ves, les tziganes, les homosexuel/les, les opposants(e)s, ... comme une délivrance. Peut-on pour autant parler de libération?

Et bien, non. Pas plus que le 11 novembre 1918 n'a marqué la fin de la "der des der", le 8 mai 1945 n'a pas libéré l'Europe du fascisme. La preuve, c'est qu'aujourd'hui, cinquante ans après le débarquement, en Allemagne, en Italie comme en France, pays soit-disants libérés du fascisme, la bête immonde renaît. En Italie des ministres du M.S.I., parti ouvertement fasciste, entrent



# QUELLE LIBERATION ?

## • SUITE DU RECTO

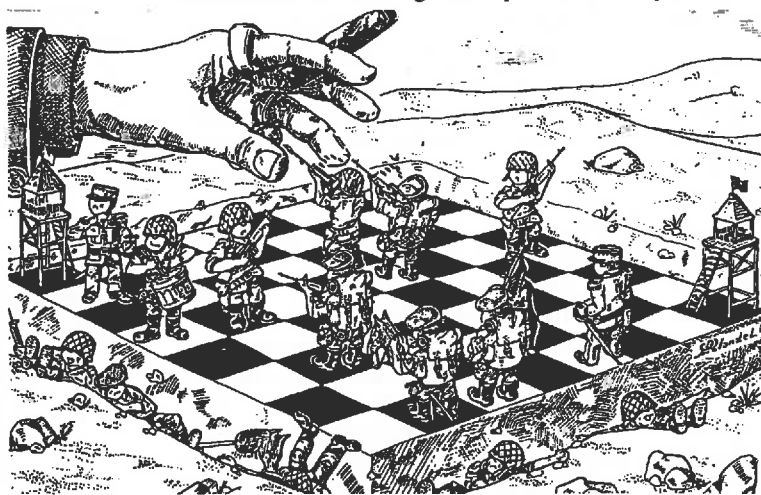
au gouvernement, en Allemagne, des néo-nazis font régner la terreur, en France les idées racistes du *Front Nazional* sont banalisées...

S'il y a eu le procès de Nuremberg en Allemagne et l'épuration en France, si certaines personnalités ont été condamnées, le fascisme, lui, n'a jamais été détruit. Tout d'abord, s'il fallait bien condamner quelques collabos ou dignitaires fascistes, il fallait aussi ne pas enrayer le fonctionnement de l'appareil d'Etat. Après 1945 comme avant, la bourgeoisie avait besoin de flics, de juges, de tout son appareil répressif. Aussi, les anciens flics pétainistes devinrent les flics de la IV<sup>ème</sup> République, les juges chargés de l'épuration avaient, quelque temps avant, prêté serment à Pétain... Et puis, la deuxième boucherie mondiale terminée, on se préparait déjà à la troisième, à la guerre froide. C'est ainsi que Klaus Barbie trouva un boulot dans les services secrets U.S....

Et surtout, ni Nuremberg ni l'épuration n'ont cherché à combattre les structures politiques, économiques et idéologiques qui avaient porté le fascisme au pouvoir. Le fascisme, en effet, n'est pas un accident de l'histoire, ce n'est pas un phénomène qui vient de nulle part. Il est né et s'est développé dans une société donnée, il est l'enfant naturel de cette société, il est porté au pouvoir par elle.

Le fascisme est tout d'abord une des formes de la domination de classe exercée par la bourgeoisie sur la société. Le Parti fasciste en Italie ou le N.S.D.A.P. en Allemagne étaient financés et soutenus par le grand capital afin de mater une classe ouvrière trop remuante. Cela dit, il faut rappeler qu'en Italie comme en Allemagne, lorsque le fascisme est arrivé au pouvoir, les crises révolutionnaires d'après-guerre avaient déjà été battues. Et si les fascistes ont semé la terreur parmi les militant(e)s ouvrier(e)s, c'est, et cela est particulièrement flagrant en

Allemagne, la social-démocratie qui avait, avant, écrasé le mouvement révolutionnaire. Ainsi, quand les fascistes sont arrivés au pouvoir, la seule force qui aurait pu s'y opposer -le prolétariat révolutionnaire- avait déjà subi une défaite. Le fascisme, en ce qui concerne la mise au pas de la classe ouvrière, n'a, en fait, que parachevé le travail commencé par les *démocrates*. Si la bourgeoisie s'est servie du fascisme pour terminer la *pacification* des conflits de classe, elle en avait aussi besoin contre les bourgeoisies d'autres pays. En effet, l'Allemagne et l'Italie furent les deux grands perdants



du traité de Versailles. Aussi, les bourgeoisies nationales allemandes et italiennes devaient -pour récupérer des marchés, des matières premières, des colonies, bref, de quoi être concurrentielles- s'opposer aux bourgeoisies qui, elles, étaient sorties renforcées de la première boucherie mondiale. Et pour cela, il leur fallait une politique ultra-nationaliste et agressive.

Sur le plan politique, le fascisme n'a pu se réaliser que grâce à l'existence de structures autoritaires. Or, l'autorité est, avec la propriété, le principe de base de notre société. On entend parfois dans les médias des questions comme "*Comment se fait-il que les policiers français aient obéi à l'ordre de déporter des Juifs ?*". Cette question pourrait se poser de la même façon pour l'Allemagne ou l'Italie. S'il est vrai que de nombreux flics sont réactionnaires et racistes, il ne faut pas se limiter à la caricature. Il est fort possible que tel flic qui a envoyé dans les camps de la mort plusieurs dizaines de fa-

milles juives ait, quelques années avant, donné des bonbons au gamin de ses voisins juifs. Un bon flic, comme un bon militaire, ne discute pas un ordre, il l'exécute. Ceci était valable à l'époque et est toujours valable aujourd'hui. Y a-t-il beaucoup de flics qui refusent d'obéir à un ordre contraire à leur éthique ? Et, même si l'on quitte le cadre de la police pour celui de l'ensemble de la société, on s'aperçoit que bien peu d'individus pratiquent la désobéissance face à un ordre. Bien sûr, on n'ose pas désobéir par peur, mais aussi par habitude, parce que, depuis tout petit, dans le cadre familial comme scolaire, on nous apprend à obéir, à faire ce que l'on nous dit, à ne jamais nous demander si cela est juste ou pas. L'Etat fasciste fonctionnait parce que, du plus petit fonctionnaire jusqu'à la tête de l'Etat, des millions de gens, pas fascistes du tout pour certain(e)s, remplissaient leur devoir, sans se poser de question, tout comme c'est le cas aujourd'hui. L'ordre peut changer, mais, de toutes façons, on nous apprend à ne pas nous poser de question sur l'ordre que l'on reçoit, à l'appliquer.

Il ne faut pas non plus oublier que le fascisme italien -et encore plus le nazisme allemand- étaient des mouvements de masse. Il y avait peut-être après la prise du pouvoir par les nazis la peur d'être fiché comme opposant(e). Mais, déjà avant 1933, ils/elles étaient des milliers d'Allemand(e)s à se rendre aux meetings d'Hitler et à saluer en tendant le bras. En plus du côté irrationnel du spectacle nazi et fasciste, avec des symboles, des marches, une mise en scène rigoureuse et disciplinée, une négation de la réflexion individuelle au profit des mots d'ordre du Duce ou du Führer, le fascisme redonne à la masse des petit-bourgeois déclassés ou angoissés du fait de la crise économique, une place sociale. On désigne des boucs émissaires, plus faibles socialement, aux victimes de la crise : le

• SUITE EN PAGE SUIVANTE

# QUELLE LIBERATION ?

• SUITE DE LA PAGE  
PRECEDENTE

juif ou l'immigré. Et, par là, on redonne aussi une reconnaissance sociale : chômeur peut-être, mais aryen, italien ou français selon le pays. On exalte à la limite de la caricature les valeurs de la société occidentale : la famille patriarcale, l'hétéro-sexualité, le nationalisme, le goût de l'effort... ce qui permet à la masse des petits-bourgeois déclassés et/ou angoissés, de retrouver une place parmi ces valeurs réactionnaires et consensuelles.

Et, la "Libération" que l'on fête aujourd'hui n'a rien remis en question de ces structures économiques, politiques et idéologiques qui ont permis au fascisme de prendre le pouvoir. Ceci ne vient pas d'une erreur de la part des troupes alliées mais d'un phénomène normal : la bourgeoisie ne pouvait pas remettre en cause le système capitaliste qui lui permet de jouir de ses privilèges de classe ni l'État qui lui permet de réprimer les révoltes et révolutions prolétariennes, ni l'idéologie qui lui permet de réaliser un consensus autour de son organisation sociale.

Du point de vue idéologique, il est vrai qu'en période de reprise économique et de plein emploi, l'idéologie dominante n'est ni raciste ni xénophobe : on ne s'oppose pas à l'immigration quand les patrons ont besoin de main d'œuvre. Dans les périodes de chômage, ce n'est plus la même chose, on désigne un bouc-émissaire -le juif ou l'immigré, mais cela peut aussi être

les femmes ou les *coûts salariaux trop élevés*. Ces discours permettent d'attaquer les acquis sociaux et de renforcer les idéologies réactionnaires. Aujourd'hui, même si dans sa majorité, la classe dirigeante condamne les violences pro-nazies (ça fait baisser les marchés du tourisme), tous les politicards du F.N. au P.C.F. parlent du "*problème de l'immigration*", c'est-à-dire qu'ils désignent la présence d'immigré(e)s sur "notre" territoire comme étant un problème. Sur ce point de vue, les racistes et les nationalistes ont déjà emporté une victoire décisive.

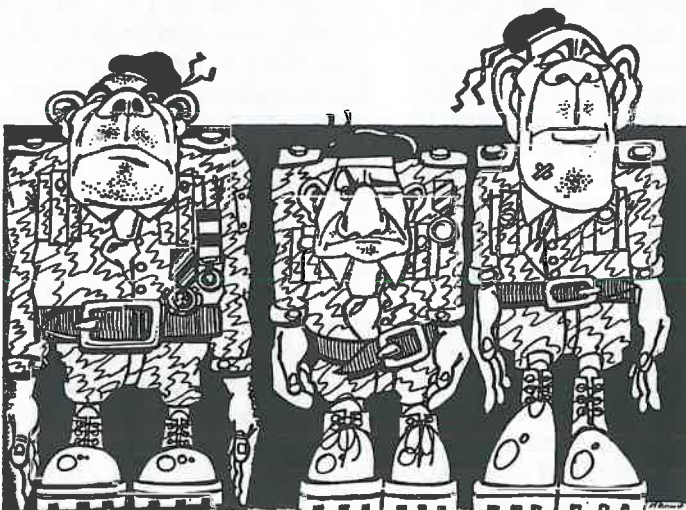
Pour ce qui est des autres bases idéologiques du fascisme, elles n'ont jamais été remises en cause : les valeurs du "*Travail, famille, patrie*", certes exprimées autrement, restent consensuelles et dominantes. A la période de la "Libération", ces valeurs étaient toujours exaltées. Ainsi, le journal dit "L'Humanité", organe du Parti "Communiste", titrait pour la "libération" de Paris : "*A chaque Parisien son Boche !*", titre scandaleux, nationaliste et xénophobe, d'autant plus scandaleux que les premières victimes du nazisme avaient été les anti-fascistes d'outre-Rhin. Le sexisme a permis au bon peuple français d'expier collectivement sa faute de collaboration en tondant les femmes qui avaient couché avec un Allemand. Les prisonniers de guerre, eux, avaient bien eu raison de *s'amuser* avec des Allemandes. Ne parlons même pas de l'homophobie, aujourd'hui encore, les cortèges homosexuels de victimes de l'holocauste sont exclus des commémorations, comme si Hit-

ler avait eu raison de faire gazer les homos. Et bien entendu, les valeurs de l'effort, de la compétition, sont toujours exaltées. Il n'y a qu'à voir pour cela les manifestations sportives et leur place dans la société : on se passionne plus pour la mort d'un coureur automobile que pour celle de centaines de milliers de Rwandais(es).

Puisque, face au fascisme, il n'y a jamais eu de libération, mais un simple retour à la gestion démocratique du capitalisme; comme les structures économiques, politiques et idéologiques du fascisme n'ont jamais été combattues, il n'est pas étonnant qu'en 1994, cinquante ans après 1944, les idées racistes et réactionnaires, portées par des mouvements fascistes, réapparaissent avec force en Europe. Et, même si les partis fascistes n'arrivent pas au pouvoir, un des principaux dangers est que les thèmes des ces partis sont aujourd'hui devenus des lieux communs du monde politique : *problème de l'immigration*, politique sécuritaire, développement des forces répressives, retour de l'ordre moral... etc. L'Europe se construit, Europe des capitalistes contre la classe ouvrière, Europe des flics, de l'armée et de la répression, Europe-bunker et raciste basée sur l'exclusion des immigré(e)s.;

Que faire ? Lutter contre les groupes fascistes bien sûr, non dans les urnes mais dans la rue, en essayant d'empêcher leurs meetings et manifestations, en refusant le consensus qui s'établit sur leur programme. Mais cela, sans tomber dans le piège de l'anti-fascisme. De Le Pen à Tapie en passant par Rocard, aucun des aspirants à la gestion du système ne peut être notre allié. Le fascisme étant l'enfant naturel de la décomposition du système capitaliste, c'est un combat global que nous devons mener, contre la bourgeoisie, contre l'État, contre l'idéologie dominante, pour une transformation radicale de la société dans une perspectives communiste et anarchiste. Ce combat, nous ne pourrons le mener et le gagner qu'en affirmant dans les luttes sociales une base autonome, radicale, autogestionnaire et internationaliste, c'est-à-dire anarcho-syndicaliste.

Pascal, C.N.T. du Doubs.



# ANARCHO-SYNDICALISME ET SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

Il y a deux définitions qui peuvent être, selon leurs finalités, complémentaires ou antagonistes.

Considérant l'importance du sujet, j'expose ici mon opinion.

L'importance de l'interprétation que l'on donne à chacune de ces expressions peut conduire à une certaine confusion entraînant de graves conséquences pour le présent mais aussi pour le futur de l'anarcho-syndicalisme. Il faut essayer de répondre aux questions que les militants ou sympathisants de l'anarcho-syndicalisme peuvent poser ou se poser.

Où et quand commencent l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire et quand cessent-ils ?

J'essayerai, toujours en accord avec mes convictions, de répondre à cette importante question qui est d'actualité en ce moment dans nos milieux.

L'anarcho-syndicalisme prend naissance et commence réellement à s'exprimer et à fonctionner comme tel lorsqu'il se complémente ou se confond avec le syndicalisme révolutionnaire défini par l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) qui déclare solennellement et officiellement que sa finalité politique est le "communisme libertaire" lequel, par son esprit et ses principes anarchistes (disparition de l'état et de toutes ses institutions autoritaires) vise l'établissement d'un système autogestionnaire individuel et collectif intégral c'est-à-dire la mise à disposition des moyens nécessaires pour permettre que la société anarchiste soit une réalité vivante et puisse être vécue.

Il existe une logique explicable de relation directe et de cause à effet entre l'anarcho-syndicalisme, le communisme libertaire et l'anarchisme.

Voyons à quel moment et dans quelle circonstance l'anarcho-syndicalisme perd sa raison d'être.

L'anarcho-syndicalisme cessera d'exister lorsque, pour des raisons de tactique ou de stratégie on acceptera la reconnaissance de ceux qui pensent et disent (certains l'écrivent dans nos journaux officiels) que, se définir comme tel (anarcho-syndicaliste) ou simplement libertaire provoque une réaction de refus chez les travailleurs. Ils affirment ainsi que notre organisation est la courroie de transmission du mouvement libertaire et anarchiste et que la présence de ses militants est un obstacle à l'indépendance et à l'autonomie des syndicats.



Nous pouvons sinon justifier, tout au moins comprendre que, conditionnés, mentalement intoxiqués par ces erreurs, ils puissent voir les choses ainsi. Le plus grave est que cette opinion est véhiculée par certains, et qui prétendent être anarcho-syndicalistes et réalistes en même temps : il faut tenir compte de l'opinion et de la réaction du monde du travail pour être crédible. Que proposent-ils pour remplacer la définition de l'anarcho-syndicalisme (comme s'il s'agissait d'un produit de consommation) ? Ni plus ni moins qu'un ambigu et imprécis "syndicalisme révolutionnaire" qui ouvre les portes à toutes les termites de triste mémoire. Et c'est à ce moment que le syndicalisme révolutionnaire n'est plus complémentaire de l'anarcho-syndicalisme et devient antagoniste.

Il n'est pas honnête ni très responsable de déclarer d'une part être d'accord et accepter la finalité révolutionnaire de l'A.I.T. et d'autre part de le nier, pour les raisons

expliquées ci-dessus, dans les moyens de diffusion d'information destinés aux travailleurs.

Inutile de dire qu'il faut faire face à toute éventualité de vider directement ou indirectement notre organisation de son contenu libertaire et anarchiste sous quelque prétexte ou circonstance que ce soit. Action directe, refus de toute collaboration contre intervention dans les institutions créées par l'état, comités d'entreprise... L'expérience a démontré l'inutilité de ces interventions. Aujourd'hui comme hier et bien moins que demain, nous devons être intransigeants sur ces pratiques là.

La situation dramatique dans laquelle se trouve le monde et particulièrement la classe ouvrière, dû à l'incapacité et l'incompétence des partis politiques et des syndicats dits représentatifs, démontre la nécessité de la présence de notre organisation. A tous les militants conscients et convaincus que seule l'A.I.T. anarcho-syndicaliste est capable de défendre le pain quotidien des travailleurs et d'asseoir les bases d'une société plus juste et plus humaine, de diffuser et propager dans le monde du travail et dans le peuple en général, d'une manière claire et concise, nos objectifs.

A l'occasion du dernier Congrès de l'A.I.T., un ancien secrétaire a écrit très justement que "l'A.I.T. est ouverte à tous les travailleurs qui veulent adhérer, ils doivent être informés et sa philosophie est libertaire et anarchiste et que sa finalité est le communisme libertaire. Nul ni personne ne les oblige à adopter personnellement ces principes, mais, sachant clairement ces objectifs, ils devront les accepter et respecter leur diffusion et propagande".

Que ce soit bien clair, au risque de me répéter, il ne faut pas cacher ce que nous som-

## ANARCHO - SYNDICALISME...

• SUITE DE LA PAGE 10

mes et ce que nous voulons.

Je pense avoir démontré en toute logique que l'anarcho-syndicalisme est fondamentalement révolutionnaire dans le bon sens du terme. A quoi cela sert-il (comme le prétendent certains) de se définir simplement "syndicalistes révolutionnaires", si ce n'est à limiter la clarté de la finalité. Personnellement, j'ai toujours été contre l'ambiguïté, le double langage et la manipulation qui créent la confusion chez les gens.

Ni les amitiés personnelles ni les intérêts matériels ne m'ont fait dévier du chemin tracé, et que j'ai choisi, il y a de cela 60 ans déjà et qui a été, est et sera la défense en tout moment et en toutes circonstances de la pureté de l'anarcho-syndicalisme ; c'est mon souhait tant qu'elle ne cessera d'être la plate-forme qui doit conduire les peuples vers leur totale émancipation.

Je conclurai en exprimant ma satisfaction si j'ai pu me faire comprendre en tenant compte bien sûr de mes petites capacités "intellectuelles".

A chacun de vous de reconnaître si mes appréciations et considérations sont plus ou moins justes ou injustifiées.

Certaines personnes penseront et diront possiblement que je vois des fantômes là ou il n'y en a pas.

De toutes façons, ce que j'ai écrit est le résultat de profondes et sérieuses réflexions et analyses après avoir directement ou indirectement constaté la réalité de la situation dans certains milieux de notre organisation.

Emile Travé, Bordeaux.

(NB : cet article a également été publié par le journal espagnol "C.N.T.", une erreur s'est glissée dans la signature. Au lieu de "Emile Travé, du Bureau Confédéral de la C.N.T.F.", il fallait lire "Emile Travé, Bordeaux, France")

## Nucléaire : l'accident majeur est-il possible ?

Avec l'arrivée de la marche contre Superphénix à Paris, on a pu se rendre compte de l'inconsistance de certains antinucléaires médiatisés face au danger nucléaire. En effet, le bouquet final de cette marche fut de s'allonger par terre pour se protéger d'un accident présumé. Dans tous les cas, est-ce bien la chose à faire ? N'aurait-il pas été préférable de réagir comme il se devrait dans ce genre de situation, c'est-à-dire courir le plus vite possible pour se mettre à l'abri, en l'occurrence dans les cafés ou autres magasins les plus proche et de calfeutrer ensuite les issues le mieux possible en attendant les secours ?

L'important n'est pas que nous mourrions allongés ou calfeutrés, peu importe, mais, par de telles pratiques médiatisées la crédibilité du mouvement anti-nucléaire en prend encore un rude coup.

S'il est un argument primordial et qui pourrait suffire, s'il n'y en avait pas d'autres, c'est bien celui de l'accident majeur. Au départ, il ne devait jamais arriver; puis il y eut Three Miles Island, l'évité de justesse, Tchernobyl, son nuage radioactif qui "ricocha" soit-disant sur nos frontières. En réalité, il traversa la France sans qu'il soit pris la moindre précaution quant à l'alimentation si ce n'est pour les enfants en bas âge. Reporter la faute sur les soviétiques, est-ce bien sérieux ? Il fallut attendre l'accident pour que tout soit désastreux là bas. Avant, nos responsables français trouvaient le nucléaire soviétique plus qu'acceptable.

Peut-on encore faire confiance à ces experts, eux qui ont tant menti, tant occulté d'information. La transparence n'est qu'un leurre pour nous faire oublier le plus important : c'est que l'accident grave peut arriver. Quand ils disent "*l'accident est peu probable*" cela veut-il dire pour autant qu'il soit impossible ? "*Nos réacteurs sont plus sûrs que les soviétiques*". Il n'y a pas grande difficulté à cela, et cela ne veut pas dire non plus qu'ils soient sûrs pour autant. Pourquoi font-ils de la recherche pour des réacteurs intrinsèquement sûrs si ceux qu'il y a en ce moment le sont ? "*Nos réacteurs ne peuvent pas exploser comme à Tchernobyl*". C'est faux pour Superphénix. Est-ce vrai pour les autres ? Ont-ils vraiment étudié tous les scénari possibles ? N'existe-t-il pas un risque d'effet missile du aux fissures sur le couvercle du réacteur et dont les effets et les conséquences sont imprévisibles ? Les accidents sont toujours bêtes et stupides, et, si ce n'était qu'un problème de réacteur, ça n'aurait pas grande importance. Mais, par contre, dans le cas où cela peut mettre en danger la vie de milliers voire de millions de personnes, cela devrait être inacceptable pour la population. Est-ce que parce que la probabilité est faible que le risque sera faible lui aussi ?

Peu importe quand et comment cela va péter si cela peut péter. Le plus important c'est de savoir quelles seront les conséquences d'un tel accident sur la population, les problèmes sociaux et économiques que cela amènera. Beaucoup de personnes méfiantes ou opposées au nucléaire attendaient l'accident comme s'ils attendaient la preuve, la délivrance même. Le hic c'est qu'après l'accident, les problèmes de toutes sortes empêcheront encore plus son arrête et son remplacement. La gestion de ce type d'accident ne pourra être que militaire et l'Etat, collaborateur obligé du système capitaliste, sera le seul à pouvoir aménager notre survie... Je ne saurai encore trop recommander la lecture du livre de Roger et Bella Belbeoch : "*TCHERNOBYL, UNE CATASTROPHE*", 85 f (au lieu de 125) + frais de port, en passant par l'interco 91 : CNT, 5 chemin de la Bonde, 91490 Dannemois.

• Un adhérent C.N.T. 91

**SI ILY A UNE CHOSE  
QUE NOUS DETESTONS?**

**L'ÉTAT**

**SI ILY A UNE CHOSE  
QUE NOUS AIMONS?**

**LA LIBERTÉ**

**CNT**  
**Jeunes  
Libertaires**

SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉS PAR DES AUTOCOLLANTS, AFFICHES...  
CONTACTEZ L'UNION LOCALE DE TOULOUSE.

**LE C.I.P. A VECU**

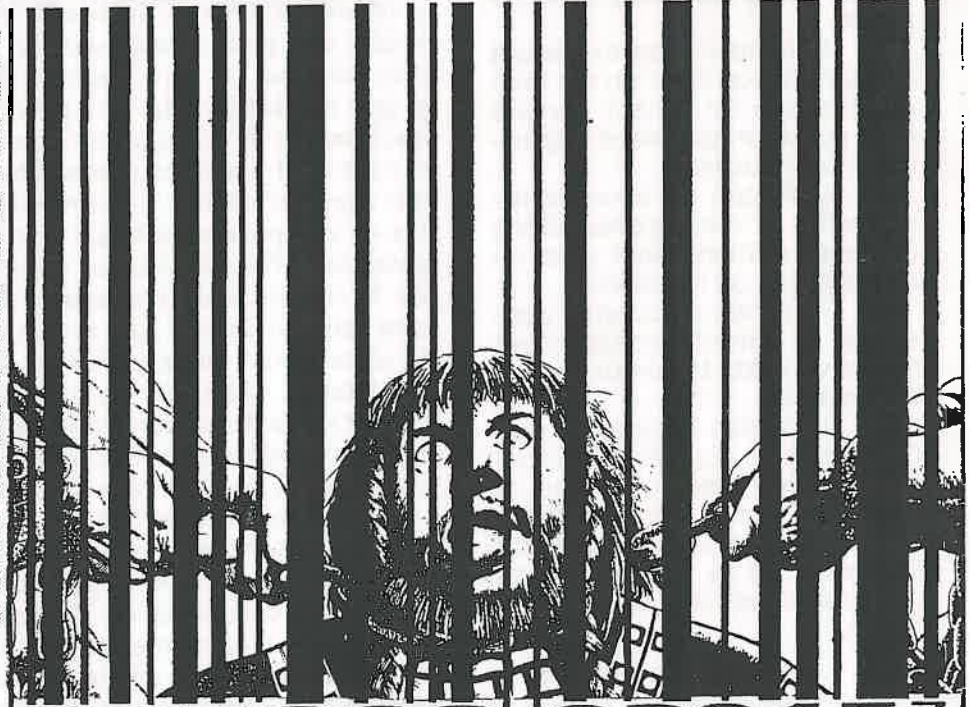
...Mais la loi quinquennale,  
les lois Pasqua, l'Eglise, l'armée,  
les flics, les patrons, l'État...

**SONT TOUJOURS LÀ !  
ALORS, AU TRAVAIL!**

**CNT** **AIT**  
SYNDICAT INTERCORPORATIF DE L'ISERE  
BP 223, 38405 St Martin d'Hères Cedex

**PRISONNIERS**

**D'UNE SOCIÉTÉ**



2678901030457

**DE C. SOMMATION**

Jeunes Libertaires 7 rue St Remes